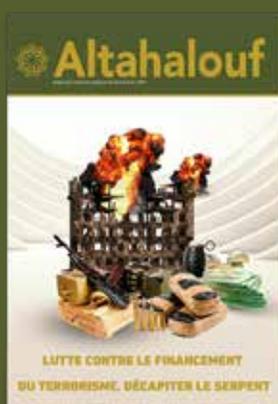


Le Coronavirus et la lutte contre le terrorisme:
Entre repli interne et conflits externes ..2

Le Centre d'excellence, bras antiterroriste
de l'OTAN ..4

Le 10ème Symposium de la Coalition signale
les risques économiques ..8

LA CIMCT PUBLIE LE CINQUIÈME NUMÉRO DE SON MAGAZINE



Le Centre de la CIMCT a publié le cinquième numéro du Magazine «Altahalouf», qui focalise sur le développement des systèmes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, à la lumière des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des recommandations du GAFI. Le numéro traite aussi les crimes financiers liés au financement du terrorisme, tels que la contrebande, l'extorsion, les enlèvements contre rançon, le trafic de biens et de personnes, le pillage des ressources naturelles, ...etc.

Il examine également le rapport sur l'Indice de Paix 2020, qui analyse les tendances de la paix, à l'aide de 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs, et présente les amendements, durant 17 ans, de la Stratégie Britannique de Lutte Contre le Terrorisme (Contest), ainsi que l'expérience tunisienne face à l'extrémisme.

Le numéro analyse, de même, comment le cinéma arabe traite l'extrémisme et le terrorisme, et se penche sur le mouvement terroriste japonais Aum Shinrikyo, qui a mené des attaques au gaz (sarin), l'impact de la société civile au Bénin sur la lutte contre l'extrémisme violent, les causes de l'extrémisme au Ghana et les craintes relatives au mouvement de l'armée ougandaise du Seigneur. ■

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL REÇOIT LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE



Le Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT), le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a reçu le 26 Octobre 2020, le Chef de la Délégation de l'Union Européenne (UE), auprès du Royaume d'Arabie Saoudite, l'ambassadeur Patrick Simonnet et la délégation l'accompagnant.

La délégation a écouté une explication sur les objectifs et les efforts du Centre de la Coalition, et qu'il met en œuvre une série d'initiatives dans les domaines intellectuel, médiatique, financier et militaire. La CIMCT vise, ainsi, à renforcer la coopération entre ces États Membres pour combattre le terrorisme. L'Ambassadeur européen a indiqué que l'UE aspire à davantage de coopération avec la Coalition Islamique dans les domaines communs. ■

LE 10ÈME COLLOQUE DE LA COALITION DISCUTE LE RÔLE DES ACTIFS VIRTUELS DANS LE FINANCEMENT DU TERRORISME



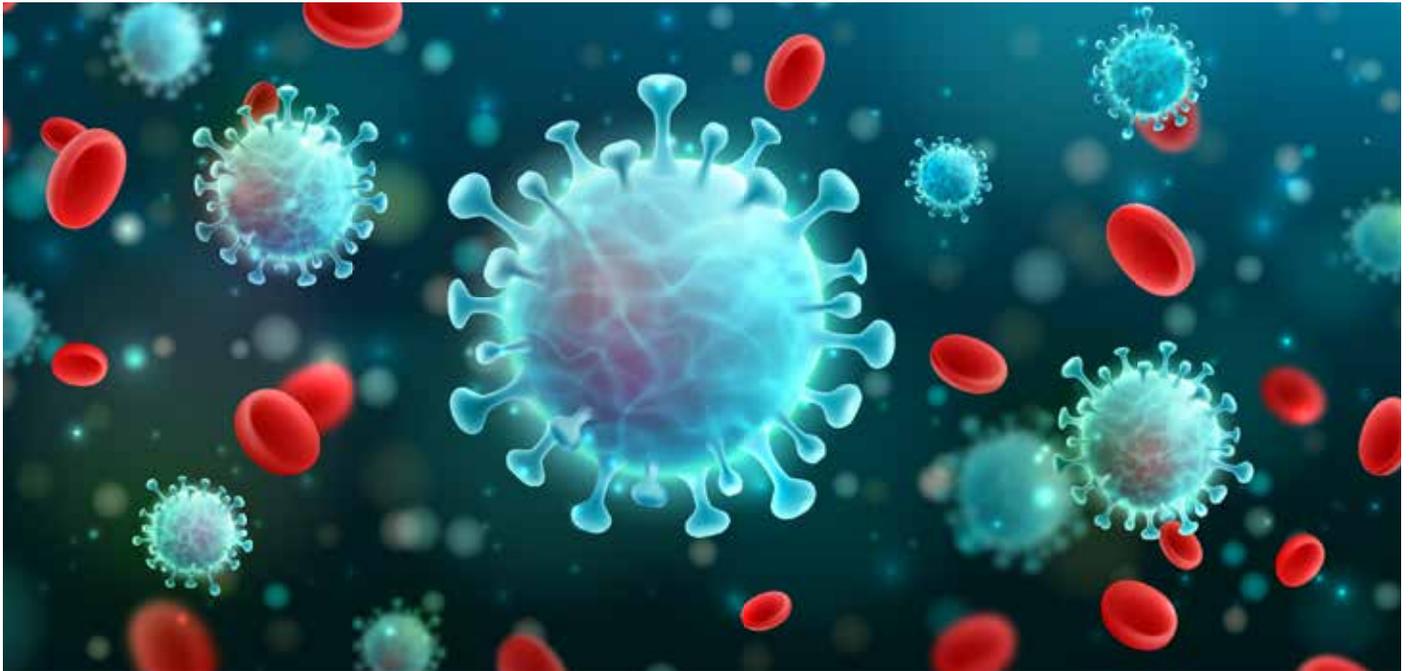
Le Centre de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT), à Riyad, a tenu son 10ème Colloque Mensuel, le 29.10.2020, sous l'intitulé «Les risques d'exploitation des actifs virtuels dans le financement du terrorisme, et les normes internationales édictées à cet égard».

Le Symposium était animé par Monsieur Abdullah bin Abdul-Rahman Al-Mudayfer, Directeur du Département de la Lutte Contre le Financement du Terrorisme au Centre.

Le Général de Brigade Mussa Omar Ahmed Saeed, Délégué de la République du Soudan, a focalisé sur les caractéristiques des actifs virtuels, les méthodes de leur émission, les risques sécuritaires et techniques qu'ils présentent et les positions des organisations internationales à leur égard.

Dr. Adel bin Hamad Al-Qulish, Vice-président du Comité Permanent de Lutte Contre le Blanchiment d'Argent, relevant de l'Agence Monétaire Saoudienne (SAMA), a discuté les normes internationales du (GAFI), relatives aux actifs virtuels. Dr. Sunni Dhu Al-Hoda, Professeur à l'Université Islamique Internationale de Malaisie, a évoqué les dangers de l'utilisation des monnaies virtuelles dans les opérations de financement du terrorisme. **Détails P 8**

Le Coronavirus et la lutte contre le terrorisme: Entre repli interne et conflits externes



■ La Rédaction

Les différends internationaux sur la responsabilité de la propagation du Coronavirus se sont produits principalement entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, et puisque la Chine n'avait aucune contribution significative avant cette pandémie dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, en Afrique et en Afghanistan, initiée et dirigée par les États-Unis, le différend sur l'origine du coronavirus n'a pas affecté négativement les activités de lutte contre le terrorisme.

Quant au recul des États dû la pandémie, son impact est certain. Les Américains en Irak et en Syrie et les Français dans les pays du Sahel ont annoncé avoir redéployé leurs forces pour mieux se prémunir contre cette maladie. D'autres pays qui contribuaient tant soit peu à ce dossier, ont choisi de se retirer, comme l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Grande-Bretagne.

Lorsque les États-Unis ont annoncé la cessation de leurs opérations conjointes de lutte contre le terrorisme en Irak, en coopération avec l'Armée Irakienne, ils n'ont pas dit que c'était uniquement dû au Coronavirus. Au contraire, les attaques se sont multipliées contre

leur ambassade à Bagdad, leurs bases à Habbaniyah, à l'aéroport de Bagdad, et à l'extérieur. Les Américains ont annoncé leur retrait, tant qu'il y avait des éléments pires que ceux de Daech, travaillant sous le couvert ou le silence du gouvernement irakien!

Dans l'intervalle d'environ deux mois entre l'annonce du repli Américain et le meurtre de Qassem Soleimani et de son compagnon, les attaques de Daech ont augmenté en Irak, mais elles ciblaient, notamment, les forces de Mobilisation Populaire et les forces de sécurité. Après l'avènement du gouvernement de Mustafa Al-Kazemi, les Américains ont annoncé la reprise des opérations conjointes avec l'Armée Irakienne face à Daech, quoique les ravages de l'épidémie ne se soient pas calmés.

La France, solide partenaire des États-Unis en Syrie et en Afrique, a annoncé de son côté le meurtre du chef d'Al-Qaïda en Afrique, devenu membre de Daech et survenu après le repli des français à cause du Coronavirus, au moment où les attaques se multipliaient dans les vastes déserts entre le Mali et la frontière algérienne.

Il y a un impact sur les opérations contre le terrorisme, menées par les puis-

sances internationales en raison de la pandémie sans que l'on puisse calculer avec précision cette régression.

Il nous reste à apprécier les effets des politiques des États régionaux et des grandes puissances dans la lutte contre le terrorisme et leur capacité à l'éradiquer. Lorsque les Russes sont arrivés en Syrie en 2015, ils ont dit qu'ils resteraient entre trois et six mois, mais aujourd'hui ils sont toujours là après cinq ans, en milliers. Lorsque les Américains sont retournés en Irak la même année, ils ont dit qu'ils ne resteraient pas plus d'un an au sein du front, composé de plus de 60 pays, mais des milliers parmi eux sont toujours là.

Bien qu'il se soit vraiment affaibli, que ce soit pour Al-Qaïda ou Daech et leurs branches, le terrorisme devra persister pendant des années car il est devenu un facteur d'influence dans la politique régionale et internationale.

Prenons le cas de l'Afghanistan où les Talibans négocient avec les Américains depuis plus de deux ans à Doha, au Qatar, leur retrait d'Afghanistan, en échange du partage du pouvoir entre eux et le gouvernement local soutenu par Washington. On s'attend toutefois au

scénario du Vietnam, où le gouvernement élu tombera et les Talibans reprendront au pouvoir! Bien entendu, si l'accord est conclu, le retrait Américain sera progressif, tout comme les étapes pour instaurer la confiance entre les rivaux. Ces négociations progressent lentement, et connaissent de dangereux revers. Les Talibans ont besoin d'armes et doivent communiquer. Ils étaient soutenus par le Pakistan, mais il y a environ dix ans, ils ont noué des relations étroites avec Téhéran, et même s'ils ne sont pas aussi affaiblis que Daech, ils ne pouvaient pas agir de manière indépendante. Téhéran en conflit ouvert avec les États-Unis, influence les Talibans et les pousse à se battre contre les Américains, leur promettant que les Américains se retireront tôt ou tard et qu'avec peu de patience, l'Afghanistan leur reviendra comme en 2002. Enfin, en raison des nouveaux types d'armes utilisées par les Talibans, les Américains affirment que les Russes soutiennent également les Talibans pour les contrarier!

Dans le conflit entre les puissances et les pays de force moyenne, certains prennent des risques et interviennent directement, comme la Russie et l'Iran en Syrie, mais d'autres instrumentalisent des groupes armés (milices) quoiqu'hostiles. Les Talibans étaient les pires ennemis des chiites de Téhéran, mais lorsque les Américains ont attaqué l'Afghanistan en 2001, les Talibans et Al-Qaïda n'ont trouvé refuge qu'en Iran, et depuis lors, les Iraniens ont utilisé Al-Qaïda et les

Talibans pour contrecarrer les Américains. Ainsi quand le conflit se calme, les négociations de Doha reprennent, et s'il s'intensifie, les négociations s'arrêtent et les attaques se renouvellent.

Le conflit en Syrie et en Irak est plus complexe. Lorsque les Russes et les Américains sont arrivés en Syrie en 2014 et 2015, les principales parties intervenantes ont été portées à quatre: La Russie, l'Amérique, l'Iran et la Turquie. Les Américains et les Russes ont pris chacun le contrôle d'une zone en Syrie. Les Russes se sont attelés à aider le régime syrien à frapper les rebelles modérés ayant combattu Daech et Al-Qaïda. Les Iraniens ont impliqué des groupes armés du Liban, d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan. Quant aux Turcs, pour eux, le PKK représente le terrorisme. Ainsi, après que les Américains et leurs alliés ont rompu Daech en Syrie et en Irak entre 2016 et 2018, les Turcs, les Russes, les Kurdes et les Iraniens se sont rués pour collecter des points. Les Iraniens manipulent des groupes armés professionnels à l'Est et dans le reste du monde.

Quant aux Turcs, ils font désormais partie de l'Accord tripartite d'Astana pour résoudre le conflit syrien. Si les Américains et les Russes pouvaient s'entendre sur une solution en Syrie, les groupes armés dirigés par Ankara ou Téhéran auraient disparu, mais cela ne s'est pas produit jusqu'à présent. Par conséquent, ces groupes armés sont toujours très actifs en Syrie, ainsi qu'en Irak, où les groupes

inféodés à Téhéran considèrent le conflit avec les États-Unis comme une priorité tant qu'il n'y a pas de trêve ou de réconciliation entre l'Iran et l'Amérique.

Or cela s'applique à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Syrie, au Yémen et même au Liban.

L'Iran instrumentalise les groupes armés pour lutter avec les États-Unis et leurs alliés dans le Golfe et au Liban.

Les Turcs se tournent tantôt vers la Russie, tantôt vers les EU pour combattre les Kurdes d'une part, et pour créer une région d'intérêts pétroliers et gaziers sur les terres et les mers de la Libye.

Les conflits internationaux s'intensifient, mais pas pour lutter contre le Coronavirus. Le terrorisme s'est beaucoup affaibli, mais il continuera à affecter nos foyers, notre sécurité et nos vies. Il sera incapable d'affronter les Américains chez eux comme auparavant, mais il sévira chez nous à la demande de ses parrains.

Le Coronavirus a-t-il changé la donne? Très peu en fait. Les Russes, les Iraniens et d'autres sont devenus plus enclins que par le passé à recourir aux mercenaires et terroristes. Mais, nous, les Arabes, restons les principaux bénéficiaires de la lutte contre le terrorisme, et pour repousser les anciens et les nouveaux impérialismes loin de nos pays, nous avons grand intérêt à mettre fin aux groupes armés formés de bandits, de mercenaires, de guerriers et de corrupteurs sur terre agissant à tort et à travers au nom de la religion ou de la secte. ■



Le Centre d'excellence, bras antiterroriste de l'OTAN



C'est une organisation militaire internationale multinationale, internationalement reconnue et approuvée par l'OTAN, dont le siège se trouve à Ankara en Turquie. Elle comprend 62 nationalités différentes.

Le Centre dont la création a été annoncée par Turquie en décembre 2003, a été inauguré le 28 juin 2005. Il remplit les critères fixés par le Commandement de l'OTAN et a obtenu le qualificatif d'Organisation Militaire Internationale, le 14 août 2006. Actuellement, 8 pays de l'OTAN y participent (Bulgarie, Allemagne, Hongrie, Pays-Bas, Roumanie, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis). L'Italie et l'Albanie ont annoncé leur intention d'y adhérer.

Depuis sa création, le Centre a largement contribué à faire face aux défis du terrorisme. Il a organisé des activités éducatives et de formation, des séminaires et des sessions de travail, pour les membres de l'OTAN, le Programme de Partenariat pour la Paix (PPF), le Forum de dialogue méditerranéen (MD), l'Initiative de Coopération d'Istanbul (ICI), les Organisations Internationales Compétentes (IOS) et les pays ayant des relations bilatérales avec la Turquie. Il publie, deux fois par an, le rapport sur la défense contre le terrorisme.

La fondation vise à renforcer les ressources de l'OTAN, coordonner ses efforts, fournir aux décideurs des solutions réalistes aux défis posés par le terrorisme. Elle est réputée pour son expertise dans la lutte contre le

terrorisme et constitue désormais un vaste réseau de communautés internationales, gouvernementales, non gouvernementales, industrielles et universitaires d'intérêts communs.

Depuis son inauguration, ce Centre assuré de nombreuses activités, dont 217 stages formations sur son site officiel, avec l'aide de plus de 2500 conférenciers et la participation de 12450 acteurs de 108 pays. Sa mission fondamentale est de fournir aux décideurs une compréhension globale du terrorisme et de les familiariser aux futurs défis de sécurité, à travers les trois tâches fondamentales déclarées de l'OTAN: Défense collective, gestion de crise et sécurité coopérative. Le Centre tient à accomplir ces tâches en adoptant le programme d'action et les mesures de lutte contre le terrorisme tant au niveau de la planification que de la mise en œuvre. Les principales activités de ce Centre sont l'éducation, la formation, le développement d'idées et de concepts et la contribution à l'analyse.

Le Centre d'excellence pour la défense contre le terrorisme vise, également, à atteindre les objectifs suivants: Renforcer sa position parmi les centres spécialisés antiterrorisme, continuer à développer ses missions et responsabilités en tant que modèle pour les communautés intéressées par la lutte contre le terrorisme, et soutenir son auto-développement continu en menant des recherches, des études et des expé-

riences. Il analyse et utilise les résultats dans la formation et l'harmonisation des capacités militaires et civiles pour ajuster les formations et les expériences, en identifiant et en développant les programmes, les plans et les outils, en tirant parti des expériences acquises, en fournissant des conseils à tous les organes et entités qui en ont besoin pour lutter contre le terrorisme et en contribuant à l'élaboration de concepts et d'idées dans les domaines de la lutte contre le terrorisme au profit de l'OTAN et des pays amis et partenaires. Le Centre élabore aussi des plans stratégiques, utilise l'expertise des commandants militaires supérieurs et des experts sur le terrain et coordonne avec les organisations internationales et non gouvernementales et les organismes (universitaires) spécialisés.

Le système d'assurance de la qualité du Centre fait l'objet d'un examen périodique par les comités responsables des processus d'évaluation documentés, portant sur les activités, les pratiques internes, l'évaluation des cours et les rapports. Cette surveillance fait l'objet d'une évaluation externe continue. Le Centre suit une approche systémique de formation, qui comprend les processus d'analyse, de préparation, de développement, de mise en œuvre et d'évaluation, afin de fournir des solutions de formation et d'enseignement conformes aux normes des programmes de développement international. ■

Coalition Canadienne Contre le Terrorisme (C-CAT)

Écho des voix des victimes du terrorisme



Les Droits de l'homme ont toujours été un sujet brûlant pour les médias lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme. Le terrorisme international est devenu le phénomène le plus dangereux auquel l'humanité est confrontée de nos jours, car son danger ne se limite à la perte de vies innocentes et aux dommages matériels, mais il menace aussi la stabilité et le progrès des États, faisant fi des affiliations et frappant partout, usant de toutes les armes et se servant de la technologie moderne et des télécommunications.

Les Nations Unies adopte une stratégie de lutte contre le terrorisme, et encourage les États et les gouvernements à agir selon le plan d'action de son bureau, «Bureau des Nations Unies pour la Lutte Contre le Terrorisme», dont les tâches sont de diriger les efforts de lutte contre le terrorisme, coordonner entre les entités concernées, assister les États Membres pour renforcer leurs capacités dans ce domaine dangereux, promouvoir la vision des Nations Unies, défendre et mobiliser des ressources, veiller à ce que cette lutte soit prioritaire dans l'action des NU et œuvrer à la prévention de l'extrémisme violent.

Les NU veillent à la lutte contre le terrorisme, plus qu'aux autres types de violations des Droits de l'homme, tels que la torture et les crimes de guerre, bien qu'ils soient l'objet de rejet et de condamnation sans équivoque.

Le terrorisme est une menace réelle pour le Canada, gouvernement et peuple, plus que les autres types de violence. Et contrairement aux chefs terroristes comme Oussama ben Laden, les auteurs d'autres abus contre les Droits de l'homme n'ont pas déclaré la guerre au Canada, à ses alliés ou à son mode de vie, n'ont pas appelé à la destruction de l'Occident par nécessité religieuse ou intellectuelle, ni revendiqué le recours aux armes de destruction massive contre le système international.

Les victimes canadiennes du terrorisme vivent une expérience, à la fois personnelle et nationale, et se trouvent impliquées dans un conflit plus vaste aux dimensions mondiales compromettant États, groupes et entités affiliés à ces États.

Pour le Gouvernement Canadien, les victimes du terrorisme qui tombent dans les attentats terroristes ne constituent pas simplement une injustice, mais c'est aussi un échec à faire face à ce phénomène et à renforcer les sociétés pour y faire face. Les civils, sans défense qui n'ont ni l'expérience ni l'équipement adéquat pour affronter la menace du terrorisme, font face à cette guerre. L'expérience de ces victimes définit cette bataille et la capacité à limiter l'impact sur les victimes détermine l'ampleur de l'impact du terrorisme sur les sociétés et la confiance dans le dépassement de cette crise. Aussi, est-il impérieux de réduire cet impact, et c'est

la mission qui incombe à l'Initiative Contre le Terrorisme de la Coalition Canadienne (C-CAT). Il y a des années, le Premier Ministre Canadien s'est engagé à resserrer les lois anti-terroristes, un jour après les tirs aux armes contre le Parlement à Ottawa.

L'initiative de la Coalition Canadienne Contre le Terrorisme (C-CAT), vise à faire entendre la voix des victimes et à permettre leur participation aux activités sociales, pour sensibiliser la population aux dangers de l'extrémisme violent et du terrorisme. Le gouvernement, l'armée, les forces de l'ordre, les services de police et les agences de sécurité privées, de renseignement et de reconnaissance participent à l'initiative canadienne.

Les stratégies anti-terroristes comprennent la promotion de l'efficacité de la police, des renseignements locaux et les activités traditionnelles, telles que l'interception des communications, la traque des personnes, et le recours à technologie moderne, ayant élargi la portée des opérations militaires.

Les alliances stratégiques étroites poursuivent, en collaboration avec les parties prenantes internationales, régionales et locales, une approche claire et globale de la lutte contre le terrorisme. Le Canada a pris cette initiative dans l'espoir que le reste des pays le rejoindra pour assurer une vie meilleure et plus digne aux générations futures. ■

Facteurs d'Émergence de l'Extrémisme



■ La Rédaction

L'exagération et l'extrémisme apparaissent dans le comportement de nombreuses personnes dans le monde, que cela concerne leurs croyances, leurs cultures, leurs orientations ou leurs affiliations. L'extrémisme conduit souvent à la violence et au terrorisme, affecte l'individu et risque même de déstabiliser l'ordre social et porter atteinte à la sécurité psychologique, primordiale pour toute l'humanité.

Causes de l'extrémisme

Les facteurs les plus importants conduisant à l'extrémisme peuvent se résumer comme suit:

I - Le facteur historique, principal facteur dans l'émergence du phénomène de l'extrémisme religieux, dû aux récits fallacieux et aux événements et dictons tendancieux, rapportés par les historiens et stockés dans le subconscient sous forme d'images de haine et de rejet de l'autre, ce qui facilite la propagation de l'extrémisme.

II - Le facteur intellectuel, en relation avec:

- Les souffrances du monde islamique dues aux divisions intellectuelles aiguës causées par l'ignorance de la religion et le renoncement aux directives islamiques. Parmi les courants déviants contemporains les plus importants:
 - ▶ Le courant séculier qui appelle à fonder la vie sur des bases purement temporelles, sans lien avec les principes islamiques, ni avec les traditions sociales authentiques, les coutumes et le patrimoine perçus par ce courant comme des obstacles au progrès et à la prospérité.
 - ▶ Le courant religieux extrémiste qui s'oppose à la civilisation moderne per-

çue aux yeux de ses disciples, comme une forme de corruption morale et de désintégration familiale et sociale. Chacun rejette la pensée de l'autre et la regarde avec suspicion et doute, sans examen ni évaluation préalables.

- L'absence de modération et l'outrance de certains symboles pseudo-islamiques influents devenus plus célèbres que les adeptes du juste milieu, dupant les ignares et faisant escamoter les principes de tolérance et de modération.
- Le manque d'intérêt des éducateurs et des institutions éducatives et médiatiques pour la pensée critique et le dialogue constructif.
- La défaillance des approches de prêche contemporaines, basées sur l'éducation émotionnelle et la promotion des valeurs irrationnelles de l'affrontement et du conflit.

III - Le facteur religieux, est souvent dû à l'écart par rapport à l'approche de modération qui caractérise la vraie religion islamique, ce qui apparaît dans ce qui suit:

- **Dégradation idéologique:** La déviation par rapport à la foi islamique normale a conduit à l'émergence de nombreuses sectes déviantes telles que les Kharijites, les Murjiah (Attentistes), les Fatalistes, les Mu'tazila et d'autres sectes, ayant entraîné toutes sortes d'outrance et de corruption.
- **Mauvaises interprétations:** Certains faux juristes et faux oulémas ont déformé les textes selon leur bon vouloir et leurs caprices, ou par ignorance, altérant la parole de Dieu et professant sans connaissance ni preuve.

- **Ignorance des règles et des jugements de l'Islam:** Exploiter les émotions des jeunes et leur inculquer des idées enthousiastes infondées engendre une génération fragile et ignorante, source de toute sédition aveugle.
- **Outrance et Transgression:** Transcendent la limite de la modération et sont donc synonymes d'extrémisme. L'Islam a mis en garde contre les excès de toutes sortes. Le Messager d'Allah (S) a dit: (Gare à l'excès!). Quiconque dépasse la limite dans l'interprétation des textes, sans considérer les détails, aura agi comme les Kharijites qui ont retenu les généralités et négligé le reste, faisant fi des arguments, des restrictions et des exceptions.
- **Déformer l'image de l'Islam:** L'Islam est la religion de la justice, de la dignité, de la tolérance, de la sagesse et de la modération. Il protège les intérêts et évite les méfaits. Et comme les actions des adeptes de la religion sont généralement attribuées à la religion elle-même, ses adeptes doivent veiller à ne pas contredire les principes de leur foi en agissant à l'envers.
- **Prétentions, orgueil et vanité:** Ceci est dû aux ignares, qui pensent que peu de savoir religieux leur suffit, mais finissent dans l'égarement et la perdition.

IV - Le facteur économique; les fluctuations économiques ont un impact important sur les sociétés pauvres, en particulier, car elles stimulent l'extrémisme dans le monde de la sorte:

- **L'incapacité de l'ONU à coordonner la coopération internationale;** et à résoudre les problèmes économiques et

sociaux des pays, en comblant autant que possible le fossé entre les pays riches et les pays pauvres et en améliorant le niveau de vie de la majorité des gens.

- **La mondialisation galopante;** signe de crises économiques pour les pays et les sociétés opprimés, ce qui génère l'extrémisme et le terrorisme, en raison de l'écart croissant entre les pays.
- **La prévalence du chômage dans la société; car toute société** avec des taux de chômage élevés et peu d'opportunités d'emploi est au bord du danger imminent.
- **L'inflation, la baisse du niveau de vie de larges couches sociales;** l'augmentation disproportionnée des revenus et la hausse des prix, alimentent l'esprit d'hostilité et incitent à l'extrémisme religieux ou autre.

V - Le facteur politique, souvent dû au/à:

- **Le décalage flagrant** entre les valeurs humaines et les idéaux politiques que préconisent les chartes politiques internationales et la réalité contraire à toutes ces valeurs, ce qui conduit à certaines pratiques terroristes internationales en objection à ces contradictions.
- **L'occupation et le colonialisme;** car l'hégémonie intellectuelle ou militaire, les assassinats, destructions, les viols, les confiscations des terres et les expulsions renforcent l'extrémisme et le terrorisme.

VI - Le facteur social, souvent dû à la présence d'un environnement social malsain, dont les caractéristiques les plus marquantes sont:

- **Les mauvaises fréquentations:** Les amis ont un impact évident, en particulier parmi les personnalités faibles ou instables. Dans le noble Hadith, le Messager d'Allah dit: (L'homme penche pour la religion de son ami, sachez choisir vos amis).
- **Le temps libre:** Le temps libre et l'oisiveté créent un terrain fertile pour adopter toute pensée destructrice, outrée et extrémiste.
- **La propagation des rumeurs:** Les rumeurs tendancieuses et les fausses nouvelles creusent le fossé entre les membres de la communauté et poussent ses membres à embrasser les idées basées sur le rejet de l'autre.
- **La faiblesse des institutions sociales:** L'échec des écoles, mosquées et clubs

sociaux à remplir leurs fonctions contribue à l'émergence de l'extrémisme.

- **La faiblesse des symboles de référence:** Ce sont les individus qui influencent les idées et les valeurs des autres, qu'ils soient issus de la famille, de la tribu ou d'organisations religieuses, sociales ou politiques. Si ces symboles sont faibles et ternes, leur impact sera nul sur les autres qui seront plus exposés à la déviation et à l'extrémisme.
- **Le désespoir et la frustration:** Parmi les émotions fortes qui poussent aux idées déformées et extrémistes, figurent les sentiments de frustration, de pessimisme et d'amertume, et les sensations d'incompétence, d'inefficacité, de culpabilité, d'infériorité et de désespoir face à l'avenir, lesquels sentiments négatifs poussent à la déviation intellectuelle.
- **L'imitation aveugle:** Porte atteinte au statut de l'esprit libre et découle généralement du fanatisme et de la confiance absolue et erronée aux symboles imités.

VII - Le facteur psychologique est d'une grande importance dans l'adhésion aux idées extrémistes et terroristes. On peut classer ces facteurs comme suit:

- **Amour de l'apparence et de la renommée;** le type atteint de ce mal adore se faire voir même s'il s'agit de sabotage, de meurtre et de destruction.
- **Échec dans la vie quotidienne;** cela a des effets psychologiques profonds, que cet échec soit dans la vie scientifique, sociale, professionnelle ou sentimentale. Les sectes déviantes et perverses jouent à cet égard un rôle palliatif et apporte un succès trompeur.
- **Faiblesse de l'ego suprême;** (le moi blâmeur, l'esprit et la conscience), et domination de l'ego inférieur (le moi incitateur au mal, le désir et la passion) sur la personnalité humaine pousse l'individu à se soumettre à ses passions. Ce type de personnage souffre souvent de sentiment d'infériorité, ou aura été soumis à une éducation familiale cruelle, ou pourra cultiver des motifs d'agression latents, qui apparaissent si l'occasion se présente.
- **Sentiment de persécution;** symptôme de maladie mentale, pouvant conduire le dirigeant en difficulté à faire la guerre ou mener une attaque terroriste, ou à préférer cette voie.

- **Relations troublées;** que ce soit avec ses pairs, entre l'enfant et ses parents, ou entre l'enfant et l'école ou la mosquée. Le conflit se développe et crée le désir de lutter contre tous les symboles de pouvoir sur les plans social ou politique.
- **Troubles psychiatriques;** tels que les troubles névrotiques comme l'anxiété et la dépression. Pour sortir du cycle de la dépression, le patient transfère le conflit de la psyché intérieure vers l'extérieur, de sorte que le conflit oppose le moi dépressif à la société.

VIII - Le facteur éducatif, car toute déviation ou carence dans l'éducation (systèmes éducatifs et programmes inclus) constitue la première étincelle de l'extrémisme, en particulier dans les sociétés arabes et islamiques. Les raisons pédagogiques peuvent se résumer comme suit:

- **La carence de la culture religieuse** dans les programmes d'enseignement du primaire au niveau universitaire, dans la plupart des pays islamiques.
- **Manque d'intérêt pour la mise en valeur des vertus de la religion islamique** et des valeurs morales qu'elle promeut, telles que la paix, la coopération, la miséricorde, le rejet de l'injustice, de l'agression, et des jugements capricieux, et tout ce qui renforce la sécurité, l'amour et la justice sociale, notamment dans les sociétés islamiques, car l'Islam est la religion de la paix, de la justice, de la liberté et de la dignité.
- **Incapacité à satisfaire les besoins humains;** les gens et en particulier les jeunes, ont des besoins fondamentaux qui doivent être satisfaits à bon escient pour parvenir à la stabilité psychologique et sociale, sinon, le jeune homme risque d'emprunter l'une des deux voies suivantes: Satisfaire ses besoins par des moyens inappropriés ou illicites, ou endurer la privation, qui sont toutes deux des voies nuisibles à la personne et à la société et conduisent à l'outrance et à l'extrémisme idéologique.
- **Les médias ont un impact décisif sur l'alimentation de l'idéologie extrémisme** à travers leurs émissions, leurs films et leurs informations, ... etc., qui tendent, souvent, à adopter des approches extrémistes, soit en bafouant les esprits et les rituels religieux et moraux, soit en semant et en attisant les conflits. ■

Le 10ème Symposium de la Coalition signale les risques économiques

Les actifs virtuels, nouvelle source de financement du terrorisme



Le Centre de la CIMCT, à Riyad, a tenu son 10ème Colloque mensuel, le jeudi 29 Octobre 2020, sous l'intitulé: «Les actifs virtuels et les risques de leur exploitation dans les opérations de financement du terrorisme, et les normes internationales les concernant». Le Secrétaire Général de la CIMCT, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a déclaré, à la clôture du Symposium, que priver le terrorisme de financement, c'est lui couper les veines. Il a ajouté: La tenue de ce Colloque vise cet objectif et s'inscrit dans le troisième domaine d'action de la Coalition (lutte contre le financement du terrorisme), qui cherche à développer une approche pratique et efficace pour la lutte contre le financement du terrorisme, grâce aux dernières technologies et aux partenariats mondiaux.

Ressources virtuelles

L'animateur du Séminaire, M. Abdullah bin Abdul Rahman Al-Mudayfer, Directeur du Département de la Lutte Contre le Financement du Terrorisme au Centre de la Coalition, a souligné que la Coalition attache une grande importance à la lutte contre le financement du terrorisme et que les actifs virtuels posent des défis, dont notamment la possibilité de les exploiter pour financer le terrorisme.

Le Général de Brigade Musa Omar Ahmed Saïd, Délégué de la République du Soudan a évoqué les caractéristiques des actifs virtuels, la manière de les émettre, les risques sécuritaires et techniques qu'ils présentent et les positions des organisations internationales à leur égard. Il a

passé en revue l'évolution de la monnaie des pièces d'or aux billets de banque et aux pièces métalliques, focalisant sur la fonction des institutions financières mondiales dans l'organisation, la gestion et le contrôle de la monnaie, pour empêcher son utilisation dans les activités criminelles. Il a passé en revue l'évolution technologique qui a permis d'utiliser le numérique dans la gestion de la trésorerie, des comptes bancaires et des transferts financiers, suivi, à la fin de la première décennie, du siècle actuel, par ce que l'on appelle les actifs virtuels, dont les transactions ont timidement débuté sur Internet, avant de prendre des proportions plus importantes.

Le Général de Brigade Musa a défini les actifs virtuels comme étant la représentation numérique de la valeur qui peut être échangée ou transférée numériquement et utilisée uniquement sur Internet à des fins de paiement ou d'investissement, sans avoir de contrepartie matérielle sensible. Quant à la monnaie numérique, il l'a définie comme étant une devise à valeur monétaire en soi qui permet aux concessionnaires d'acheter des biens et des services et de s'acquitter de leurs obligations financières, les monnaies numériques étant liées à un compte bancaire ou à des cartes prépayées accessible à tous.

Caractéristiques et risques

Le Général de Brigade Musa a indiqué que les actifs virtuels sont intangibles, sans lien à une quelconque zone géographique et permettent la liberté de payer et de

négoier sans restrictions ni limites de temps, et en traitant en dehors du système bancaire traditionnel, de sorte qu'ils ne sont émis par aucune banque centrale et que leur mouvement ne peut pas être surveillé sur les marchés mondiaux. Il s'agit aussi d'une monnaie décentralisée gérée sans intermédiaire, et qu'il est difficile de geler ou de confisquer. Elle se caractérise par sa confidentialité élevée. Elle est cryptée, ne montre pas l'identité des concessionnaires et réalise des profits élevés, mais elle comporte également des risques élevés.

Quant aux **plus importants risques sécuritaires** mentionnés:

- Aider les terroristes à masquer leurs activités financières et criminelles, tels le blanchiment d'argent, le commerce d'armes et de drogues et le trafic d'êtres humains, à travers l'anonymat du bénéficiaire.
- Difficulté de tracer les fonds utilisés pour financer le terrorisme par les méthodes traditionnelles, telles que la surveillance et le contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes des pays, ou par le biais du système bancaire traditionnel.
- La non divulgation de l'identité des fondateurs et des concessionnaires de cette monnaie en fait une menace pour l'économie nationale de tout pays.

Parmi les **risques techniques** des actifs virtuels:

- Facilité de perdre les actifs virtuels en se trompant sur l'adresse de la

monnaie et en s'exposer au vol avec l'incapacité de suivre le voleur.

- Possibilité de pirater les portefeuilles ou les magasins numériques des devises virtuelles.
- Risque de piratage du processus de commerce.

Les positions des organisations internationales à l'égard des actifs virtuels varient. Le FMI a évoqué ces actifs, mais sans émettre de recommandations concernant leur acceptation ou leur rejet. Il a axé plutôt sur la mise en évidence des avantages et des inconvénients, et appelé à les réglementer et les étudier pour promulguer une législation capable de lutter contre leurs risques. La Banque des Règlements Internationaux (BRI) a conclu dans son rapport que ces actifs sont difficiles à utiliser en raison de leur incohérence et de la faiblesse des réseaux décentralisés dont dépendent les monnaies virtuelles. Quant aux entreprises et marchés financiers, certains ont accepté les actifs virtuels, pour les bénéfices qu'ils réalisent et la faciliter de leur transfert d'argent, et d'autres les ont rejetés.

Espoirs et menaces

Dr. Sunni Zul Huda, Membre du Corps Professoral de l'Université Islamique Mondiale de Malaisie, Spécialiste des législations anti-financement du terrorisme, a abordé les dangers des monnaies et des actifs virtuels dans les opérations de financement du terrorisme, notant que l'utilisation des ressources financières par les terroristes pour financer leurs activités est devenue plus dangereuse et complexe à cause d'Internet. Les vastes innovations apportées par Internet dans les systèmes de paiement (cartes, téléphones mobiles et monnaies virtuelles) ont apporté espoirs et menaces, créant de nouveaux outils pour les criminels et les financiers terroristes leur permettant de transférer des fonds illicites et de les stocker à l'abri des autorités chargées de l'application de la loi.

Dr. Sunni a attribué les risques des monnaies et des actifs virtuels à plusieurs causes, telles que les risques de légitimité, d'anonymat et de décentralisation, car les monnaies virtuelles permettent à leurs utilisateurs de cacher leurs identités, et de traiter entre eux sans noms ni identités ni contact direct, permettant fraude et abus sans dissuasion. L'absence d'un système centralisé ou d'un organisme de surveillance aggrave la situation et paralyse les organismes d'application de la loi.

Dr. Sunni a analysé des cas réels de financement du terrorisme via des monnaies virtuelles. Il a appelé les gouvernements du monde entier, les organismes internationaux et les organisations gouvernementales à coopérer pour lutter contre l'utilisation des actifs virtuels pour financer le terrorisme, à établir une stratégie innovante des systèmes de paiement qui tient compte des risques, contrôle les transactions, assure la formation et la bonne gouvernance et modernise le cadre de lutte contre le financement du terrorisme. Il a souligné enfin l'importance de la coopération internationale dans cette stratégie, affirmant que la menace terroriste est un phénomène international complexe et que la lutte contre son financement nécessite une étroite coopération internationale en matière d'application de la loi.

Normes internationales

M. Adel bin Hamad Al-Qalich, Vice-président du Comité Permanent Contre le Blanchiment d'Argent à l'Agence Monétaire Saoudienne (SAMA), a abordé les récentes normes internationales du Groupe d'action financière (GAFI) sur les actifs virtuels. Le Groupe a fourni des normes mondiales contraignantes pour la régulation des activités financières associées à ces actifs, identifiant les risques potentiels des monnaies virtuelles en 2014. L'année suivante, il a publié un guide sur les risques des monnaies virtuelles, et en 2018, il a introduit deux nouvelles définitions des actifs virtuels et mis à jour la 15e recommandation. L'année d'après,

il a adopté une note explicative et un guide à cette recommandation. En octobre 2019, il a adopté les normes d'évaluation d'État mises à jour dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et ajouté des normes pour les actifs virtuels et les prestataires de services, dont notamment :

1. Interdire les activités des fournisseurs irréguliers de services d'actifs virtuels.
2. Les États devraient évaluer les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme découlant des opérations d'actifs virtuels et prendre les mesures appropriées.
3. Activer la coopération internationale sur une base juridique permettant aux pays d'échanger l'assistance juridique liée au blanchiment d'argent et aux enquêtes sur le financement du terrorisme.
4. Se conformer aux normes si les États décident d'autoriser les activités d'actifs virtuels.
5. Licence et enregistrement de fournisseurs de services d'actifs virtuels, empêchant les criminels de détenir des postes dans ces services.
6. Soumettre les fournisseurs de services d'actifs virtuels à la supervision et à la surveillance, et assurer le respect des exigences nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
7. Élaborer des guides d'orientation à l'intention des fournisseurs de services d'actifs virtuels pour les aider à mettre en œuvre les mesures nationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dont la détection et la déclaration des transactions suspectes.
8. Sanctions appropriées, dissuasives et applicables pour les fournisseurs de services, les propriétaires et les gestionnaires qui ne se conforment pas aux exigences de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. ■



Le Centre Interuniversitaire d'Études sur le Terrorisme



Le Centre Interuniversitaire d'Études sur le Terrorisme (IUCTS) est une institution prestigieuse dont la mission est de discuter l'ampleur de la menace actuelle et future du terrorisme et de proposer des solutions, des plans et des moyens réalisables pour la combattre.

Il a été créé en 1994 aux États-Unis d'Amérique et ses activités se fondent sur les recommandations du Conseil International de Recherches qui traitent de divers aspects du terrorisme, à la fois traditionnel et moderne. Il est étroitement lié aux universités et aux centres de recherche de plus de 35 pays, dont les plus importants sont l'Institut de Politique de Sécurité Intérieure de l'Université George Washington, le Centre International d'Études sur le Terrorisme de l'Institut Potomac pour les Études Politiques, en Virginie, et le Centre

Interuniversitaire d'Études Juridiques de l'Institut de Droit International de Washington.

Le Centre poursuit 4 principaux objectifs:

- Surveiller les menaces terroristes actuelles et futures.
- Développer les stratégies de réponse aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.
- Communiquer avec les décideurs politiques, les institutions universitaires, les entreprises, les médias et les organisations civiques.
- Parrainer des programmes de recherche sur les questions émergentes, en particulier les technologies liées aux politiques, et échanger les résultats aux niveaux national et international.

Le Centre a supervisé et participé à des centaines de séminaires et de conférences aux États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Inde, Espagne, Suède, Suisse, Japon, Sri Lanka, Turquie et Ukraine. En outre, il a publié près de 40 livres et 18 rapports sur des sujets spécialisés dont le Super-terrorisme et ses effets biologiques, chimiques et nucléaires, le terrorisme et le droit, un aperçu sur les groupes terroristes affiliés à l'ETA en Espagne, l'organisation Al-Qaïda, dirigée par Oussama ben Laden, le terrorisme du point de vue des États-Unis, la guerre de l'information et le Cyber-terrorisme, le terrorisme et les affaires, les aspects juridiques du terrorisme aux États-Unis. Les activités du Centre ont été largement diffusées à la télévision, à la radio et dans la presse, dans plus de 40 pays, à travers le monde. ■

Périodiques

Revue de Sécurité américaine à comité de lecture



Revue universitaire américaine à comité de lecture, fondée en 1989. Elle publie des études et des recherches sur les dernières innovations dans tous les domaines sécuritaires et fournit des critiques de livres et de publications, des clips vidéo, des rapports sécuritaires et des commentaires d'experts sur des questions d'opinion publique.

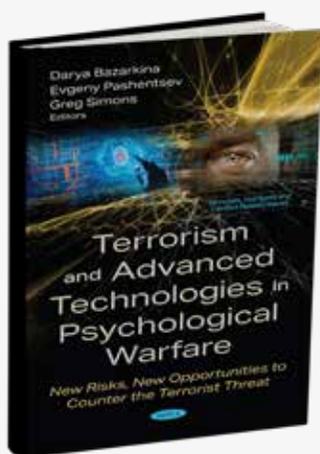
Le magazine publie des informations fiables sur les derniers développements sécuritaires. Il focalise notamment sur l'extrémisme et le terrorisme, la violence politique, les cambriolages, le crime organisé,

les menaces à la bombe, la fraude et la violence sur le lieu de travail.

Il publie des articles et des chroniques sur la sécurité nucléaire, l'aviation, le transport ferroviaire, la piraterie maritime et la criminalité dans les lieux publics. Il a commencé récemment à s'occuper de la sécurité informatique et de la lutte contre la criminalité électronique. Côté gestion, il évalue les mesures de sécurité et la planification des méthodes de lutte contre la criminalité. ■

Lien:





Auteur: **arya Yu Bazarkina**

Evgeny N. Pashentsev

Gregory Simons

Éditeur: Nova Science Pub Inc

Date: August 16, 2020

ISBN-10: 1536179299

Lien



Technologie Moderne:

La nouvelle méthode terroriste pour mener la guerre psychologique

La guerre psychologique a toujours constitué un fondement des opérations de conquête, d'expansion et d'hégémonie, et demeure plus pernicieuse que la guerre conventionnelle qui repose sur la confrontation directe et le recours aux armes.

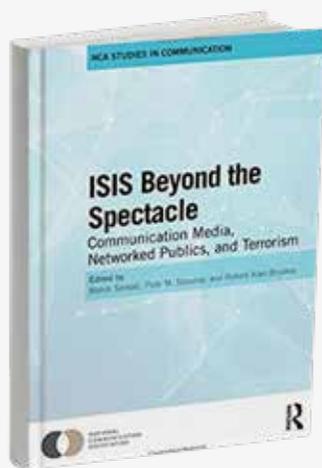
Ce livre est considéré comme la première tentative sérieuse pour analyser les pratiques et les risques futurs de la guerre psychologique menée par diverses parties, qu'il s'agisse d'individus ou d'entités et qui utilise des technologies de pointe. Le livre s'intéresse aux groupes terroristes, les plus dangereux parmi ceux qui usent de cette guerre aux niveaux local, régional et international.

Les technologies de pointe permettent de résoudre de nombreux problèmes sociaux dans les sociétés contemporaines, mais elles peuvent néanmoins cibler la sécurité humaine et l'intérêt public, comme c'est le cas avec les groupes terroristes dont l'activité menace les fondements de la démocratie et la stabilité sociale des États et des individus. De

plus, la guerre psychologique est à présent une matière scientifique enseignée dans les collèges militaires par des psychologues et des experts stratégiques.

Le livre mentionne qu'une équipe internationale composée de chercheurs de 11 pays s'est réunie pour évaluer l'évolution quantitative et qualitative de l'impact psychologique des groupes terroristes sur les publics cibles, en tenant compte des différentes transformations sociales, économiques et politiques mondiales, ainsi que des querelles géopolitiques houleuses.

Le livre introduit également de nouveaux concepts pour contrer l'impact psychologique des terroristes sur les sociétés contemporaines, dont des concepts philosophiques, des théories culturelles, et le recours à l'intelligence artificielle pour limiter l'activité des groupes terroristes, et assurer la sécurité psychologique des sociétés et leur développement démocratique. ■



Auteur: **Mehdi Samati**

Piotr M. Szipunar

Robert Alan Brooke

Éditeur: Routledge; 1e édition

Date: April 2, 2020

ISBN-13: 978-0367587277

ISBN-10: 0367587270

Lien



La face cachée de Daech

Moyens de communication, masses et terrorisme

Ce livre présente et affirme le besoin urgent de coopération médiatique pour dévoiler et comprendre les aspects cachés des groupes extrémistes et terroristes, en vue de développer les plans nécessaires pour y faire face. Le livre s'interroge au début sur l'identité de Daech (EI): S'agit-il d'un quasi-État ou d'un groupe terroriste? Est-ce un nouveau mouvement philosophique, politique ou idéologique?

Et puisque cette organisation a terrorisé le monde entier, il est devenu impératif que les médias œuvrent à comprendre et définir ses orientations puis agissent pour réduire ses effets négatifs.

Le livre vise à mettre en évidence la relation fluctuante entre Daech et les médias et

le recours de ses adversaires aux médias pour comprendre et combattre le groupe. Il affirme que la stigmatisation de Daech n'est pas seulement due aux images de corps mutilés et de crimes odieux transmis en direct, mais plutôt à son système médiatique qui a favorisé cette mauvaise réputation, car il s'agit d'un système qui use de tous les processus médiatiques connus mais selon ses propres termes et outils.

Le livre révèle que les efforts de Daech et de ses adversaires pour communiquer et comprendre ce monde usent des mêmes modèles d'expression visuelle, esthétique et journalistique, mais que l'histoire courte et instable de Daech ne permet pas d'opter

pour une approche unique permettant de comprendre sa relation avec les médias.

Les contributions des auteurs doivent être lues comme des analyses spécialisées fournissant une description complexe de la relation entre Daech et les médias.

Ce livre a été écrit par des professeurs d'universités américaines, dont "Mahdi Samati", professeur à l'Université de l'Illinois Nord, qui a abordé la question du terrorisme et de l'islamophobie; Piotr Spunar, Professeur à l'Université de New York; Robert Alan Brooke, Professeur à l'Université de Ball State, qui a publié des articles sur l'économie politique et la politique identitaire dans les nouveaux médias et les environnements virtuels. ■

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL REÇOIT LA DÉLÉGATION DE L'ACADÉMIE FINANCIÈRE



Le Secrétaire Général de la CIMCT, le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi, a reçu, dimanche 18 Octobre 2020, la délégation de l'Académie Financière de Riyad, dirigée par son Directeur Général Manaa bin Mohammed Al Khamsan. Les deux parties ont examiné les modalités de coopération mutuelle et la signature d'un protocole d'accord conjoint pour la formation et le renforcement des capacités dans la lutte contre le financement du terrorisme. La délégation de l'Académie a écouté une explication sur les objectifs de la Coalition, ses secteurs d'action et la coordination entre ses 41 États Membres.

À noter que l'Académie Financière, auparavant l'Institut Financier, est l'une des initiatives du programme de développement du secteur financier de la Vision 2030 du Royaume, s'agissant de développer les compétences, les connaissances, et les expériences dans tous les secteurs financiers. ■

VISITES RÉCIPROQUES POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ENTRE LA CIMCT ET L'UNIVERSITÉ DE L'IMAM

Le 1er Octobre 2020, une délégation de la CIMCT a visité l'Université Islamique Imam Mohammed bin Saoud à Riyad sur invitation de SE le président de l'université Prof. Dr. Ahmed bin Salem Al Amri et rencontré le Vice-président pour la Communication Internationale et l'équipe de l'Institut de Langue Arabe de l'université.

La réunion a porté sur la promotion du protocole d'accord, signé entre les deux parties, pour servir les objectifs de la Coalition dans les domaines de la sécurité intellectuelle, des études et de la recherche intellectuelle.

À noter que le Centre de la Coalition avait reçu, auparavant, une délégation de l'Université, où elle a écouté une explications de la part des responsables du Centre sur les capacités de formation de la Coalition et avec qui ont été évoqués, également, les modalités de soutien et de coopération, entre les deux partis, en ce qui concerne l'enseignement la langue arabe aux Délégués des États Membres de la Coalition. ■



Stages & Conférences

COMBATTANTS TERRORISTES ÉTRANGERS VOYAGEURS ET RAPATRIÉS

 **4-18 Décembre 2020**
Lien (CEPOL)



CONFÉRENCE ANNUELLE SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN UE 2020

10-11 Décembre 2020  Lien
Académie Européenne de Droit (ERA)



LA RELATION ENTRE TERRORISME ET CRIME ORGANISÉ

 **Du 23 Novembre au 7 Décembre 2020**
Lien (CEPOL)

